



Rapport Quotidien de Veille sur la RDC

Couvrant 12 Oct 06:00 – 13 Oct 06:00 UTC

Cuivre 14 822 \$/t ▲ +0,9% | Cobalt 39 245 \$/t → | Étain 53 500 \$/t ▲ +1,1% | Or 4 190,60 \$/oz ▼ -0,6% |
Brent 106,65 \$/baril ▲ +1,8% | CDF par USD 2 261,67 ▼ -0,1%

Données de marché — clôture de fin de journée · Règlement au comptant LME · Cobalt LME/Fastmarkets · Contrat de première ligne COMEX · Contrat de première ligne ICE Brent · Taux indicatif BCC · au 13 octobre 2026. Les prix ont été extraits de la source au moment de la collecte, non générés par modèle.

CARTE DE SITUATION — ÉVÉNEMENTS (DERNIÈRES 24 H)

● SÉCURITÉ ● SANTÉ PUBLIQUE ● EXPLOITATION MINIÈRE ● POLITIQUE ● ÉCONOMIE ● GÉOPOLITIQUE



- 1 Kabila forme une alliance politico-militaire avec le M23 ; la FRN l'annonce à Goma — Goma
- 2 Les affrontements M23-Wazalendo reprennent dans les villages — Walungu
- 3 Des groupes militants attaquent des camps de personnes déplacées à Djugu, dans l'Ituri. — Djugu
- 4 70 000 abris d'urgence détruits autour de Goma et Minova ; 350 000 déplacés — Goma

NIVEAU DE MENACE **CRITIQUE** **HAUT** **ÉLEVÉ** **VIGILANCE** — ainsi que la barre colorée à côté de chaque élément

VÉRIFICATION **CONFIRMÉ** corroboré par au moins deux sources **RAPPORTÉ** source unique

🔒 SÉCURITÉ ET CONFLIT

Reprise des affrontements entre le M23 et la milice Wazalendo à Walungu

ÉLEVÉ

Les combats ont repris dans la matinée du 12 octobre entre les rebelles AFC/M23 et la milice Wazalendo dans plusieurs villages de Walungu, Sud-Kivu. Les affrontements représentent une continuation de la confrontation armée localisée dans la région.

RAPPORTÉ Actualite.cd

Des camps de déplacés attaqués à Djugu ; 70 000 abris d'urgence détruits autour de Goma et Minova

HAUT

Des groupes armés ont attaqué des camps de déplacés dans le territoire de Djugu, en Ituri, aggravant une situation humanitaire déjà critique dans la région. Par ailleurs, les bombardements d'artillerie lourde et les pillages liés aux combats en cours au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ont détruit environ 70 000 abris d'urgence autour de Goma et de Minova, laissant quelque 350 000 civils sans abri. Les attaques contre les établissements de santé, y compris la destruction de morgues, accroissent le risque de propagation du choléra dans des communautés déjà touchées par des maladies endémiques, comme à Minova. Le territoire de Djugu subit de longue date les violences de la CODECO et d'autres milices. Ces dernières frappes aggravent la crise des déplacements.

RAPPORTÉ

HumAngle Media / ONU

**POLITIQUE ET GOUVERNEMENT****Kabila forme une alliance politico-militaire avec les rebelles du M23**

CRITIQUE

L'ancien président Joseph Kabila a annoncé le 12 octobre la formation du Front pour la Refondation de la Nation (FRN), un mouvement politico-militaire qui l'unit formellement au groupe armé AFC/M23 soutenu par le Rwanda. L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse conjointe à la résidence de Kabila à Goma, que le M23 contrôle depuis janvier 2025. Le FRN est dirigé par Kabila avec des chefs rebelles servant d'adjoints ; il vise à « mettre en commun leurs forces, ressources et moyens » pour « mettre fin à la tyrannie par tous les moyens, y compris la force ». Kabila, condamné à mort par contumace en septembre 2025 pour complicité présumée avec le M23, a désormais pris un rôle opérationnel direct dans l'insurrection. Cette démarche intervient dans un contexte d'incertitude quant aux changements constitutionnels avant la fin du mandat final du président Tshisekedi en 2028.

RAPPORTÉ

France 24 Afrique · La Libre Belgique · AllAfrica

Kabila déclare l'AFC dissoute ; la structure et le leadership de la FRN dévoilés en détail

CRITIQUE

Les documents fondateurs publiés le 12 octobre révèlent que l'AFC (Alliance Fleuve Congo) a été formellement dissoute et remplacée « de plein droit » par la FRN. La FRN sera structurée autour d'un Collège des Fondateurs, d'un Collège de la Révolution, d'un Collège Présidentiel et d'un Comité Exécutif. Leadership clé : Kabila (Président), Corneille Nangaa et Bertrand Bisimwa (Vice-Présidents), Maj. Gén. Sultani Makenga (rang de VP et Chef d'État-Major de l'ARC), Freddy Kaniki (Secrétaire Général). L'ancien Vice-Premier ministre de la RDC Elysée Munembwe Tamukumwe — qui a précédemment servi sous les gouvernements Tshisekedi et Kabila — était présent à la cérémonie de Goma, signalant la volonté de la FRN d'obtenir une légitimité multipartite. La FRN invoque l'article 64 de la Constitution de la RDC pour justifier la résistance armée.

CONFIRMÉ

RFI / Simba Media / Reuters / AP

**GÉOPOLITIQUE****Le ministre des Mines, Kabamba, préside la réunion ministérielle de la CIRGL à Lusaka**

VIGILANCE

Louis Watum Kabamba, ministre des Mines et président du Comité ministériel de la CIRGL (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs), a participé à une réunion à Lusaka lundi 12 octobre.

CONFIRMÉ

@MinMinesRDC

Réunion d'information du Conseil de sécurité de l'ONU sur la région des Grands Lacs ; le régime de sanctions pour la RDC est en cours de révision

ÉLEVÉ

Le Conseil de sécurité de l'ONU tient son briefing et ses consultations prévus sur la région des Grands Lacs le 13 octobre. Cela fait suite à la réunion de la ministre des Affaires étrangères de la RDC Thérèse Kayikwamba Wagner avec le Groupe d'experts de l'ONU sur le comité des sanctions de la RDC les 5–6 octobre, où les discussions ont porté sur le régime des sanctions, les réseaux de financement des groupes armés et le suivi des allégations de soutien rwandais. Le briefing intervient un jour après l'annonce de la FRN et devrait aborder les implications politico-militaires de la nouvelle coalition. L'UE a séparément formalisé la base juridique des sanctions contre l'AFC et quatre personnalités affiliées le 29 septembre, les plaçant sous le cadre de mise en œuvre des sanctions de l'ONU.

CONFIRMÉ

Rapport du Conseil de sécurité / Xtrafrica



HUMANITAIRE

La crise humanitaire dans l'est de la RDC s'aggrave : 7 millions de déplacés, 3 000 tués depuis janvier 2025

HAUT

L'ONU et les agences internationales rapportent que le conflit dans l'est de la RDC depuis janvier 2025 a tué environ 3 000 personnes et déplacé environ 7 millions — déjà l'une des plus grandes crises humanitaires du monde. Les bombardements d'artillerie récents et les pillages ont détruit 70 000 abris d'urgence près de Goma et Minova, laissant ~350 000 personnes sans abri. À Minova — une zone endémique du choléra — l'afflux inattendu de déplacés déclenche une résurgence de la maladie. Les établissements de santé détruits et les hôpitaux surpeuplés à Djugu et autour de Goma augmentent le risque de choléra, de rougeole et de mpox. L'Afrique de l'Est dans son ensemble a enregistré près de 23 000 cas de choléra, 2 255 cas de rougeole et ~670 cas de mpox entre janvier et septembre 2026.

CONFIRMÉ

Reuters / HumAngle / Bureau de la coordination des affaires des Nations Unies (OCHA)



LISTE DE SURVEILLANCE

- ▶ Surveiller les premières opérations militaires et revendications territoriales du FRN ; évaluer la réaction immédiate du gouvernement de la RDC et toute mobilisation militaire ; suivre la condamnation ou le soutien international.
- ▶ Suivre les chiffres des victimes et des personnes déplacées suite aux affrontements de Walungu ; surveiller si les combats s'étendent aux zones adjacentes ou s'intensifient.
- ▶ Surveiller la réponse du gouvernement Tshisekedi à l'annonce de Kabila concernant le FRN, y compris toute tentative de modification constitutionnelle ou escalade militaire ; évaluer les répercussions diplomatiques régionales et internationales.
- ▶ Surveiller le traitement réservé par le gouvernement burundais aux réfugiés Banyamulenge suite aux accusations d'espionnage ; vérifier si les arrestations s'étendent à un ciblage ethnique plus large ou à des opérations de sécurité transfrontalières.
- ▶ Suivre la réaction du Conseil de sécurité de l'ONU à l'annonce de la République fédérale de Namibie ; surveiller si une session d'urgence ou de nouvelles sanctions visant Kabila ou des personnalités de la République fédérale de Namibie sont convoquées.
- ▶ Surveiller la mise en œuvre du cessez-le-feu Lubanga-Museveni en Ituri ; évaluer si le rôle de médiation de l'Ouganda s'étend dans le contexte de l'escalade plus large des tensions entre les forces de sécurité et les forces de sécurité.

Avertissement : Ce rapport est généré à l'aide d'outils de renseignement automatisés et open-source et d'informations accessibles au public. Il est fourni à titre informatif uniquement, ne constitue pas un conseil professionnel et peut contenir des inexactitudes ou des omissions ; les destinataires doivent vérifier indépendamment son contenu avant de s'y fier. Conditions générales complètes : <https://tellurianresearch.com/terms-and-conditions/>